TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL

(Division des services essentiels)

Région : Québec
Dossier : 1395755-31-2412
Dossier accréditation : AQ-1004-8117

Québec, le 12 décembre 2024

DEVANT LA JUGE ADMINISTRATIVE : **Myriam Bédard**

L'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS)

Partie demanderesse

c.

Institut national de santé publique du Québec

Partie défenderesse

DÉCISION

[1] L'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS) (le Syndicat) est accrédité pour représenter « *Tous les diplômés en technologie médicale et tous les diplômés de niveau collégial et universitaire exerçant dans le domaine de la biologie médicale des fonctions dévolues aux diplômés en technologie médicale salariés au sens du Code du travail du Centre de l'Université Laval à l'exception des salariés couverts par le certificat émis le 15 octobre 1968 en faveur du Syndicat canadien de la fonction*

publique - local 1108 » de l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) à son établissement du 945, avenue Wolfe à Québec.

[2] Le 6 décembre 2024, le Tribunal reçoit un avis de grève d'une durée d'une journée, soit le 18 décembre 2024 de 0 h 00 à 23 h 59. Le Syndicat annonce ainsi que les salariés qu'il représente, les techniciens en technologie médicale, seront alors en grève.

[3] Une entente portant sur les services essentiels qui seront rendus lors de la grève est jointe à l'avis de grève.

[4] Puisqu'une grève dans un tel service public peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité publique, l'association accréditée et l'employeur sont assujettis à l'obligation de maintenir des services essentiels en période de grève. C'est une décision du Tribunal du 1er avril 2022 qui le prévoit (1256394).

[5] C'est le Tribunal, en vertu de l'article 111.0.19 du *Code du travail*, RLRQ, c. C-27, qui évalue ensuite la suffisance de ces services prévus à l'entente intervenue. Le troisième alinéa de cette disposition se lit ainsi :

Si le Tribunal juge ces services insuffisants, il peut faire aux parties les recommandations qu'il juge appropriées afin de modifier l'entente ou la liste. Il peut également ordonner à l'association accréditée de surseoir à l'exercice de son droit à la grève jusqu'à ce qu'elle lui ait fait connaître les suites qu'elle entend donner à ces recommandations.

[6] L'entente, datée du 6 décembre 2024, est reproduite en annexe à la présente décision pour en faire partie intégrante.

[7] Le Tribunal doit donc s'assurer que la santé ou la sécurité de la population n'est pas compromise par cette grève et évaluer la suffisance des services convenus dans cette entente.

L'ENTREPRISE

[8] L'INSPQ créé en vertu de la *Loi sur l'Institut national de santé publique du Québec*, RLRQ, c. i-13.1.1, a le statut de personne morale. Il est mandataire de l'État et est administré par un conseil d'administration composé de quinze membres, dont le président-directeur général. Le gouvernement du Québec nomme les membres du conseil d'administration pour des mandats de quatre ans pouvant être renouvelés. Le conseil d'administration est constitué d'un comité de gouvernance et d'éthique, d'un comité d'audit, d'un comité des ressources humaines et d'un comité science et partenariat afin de le soutenir dans ses responsabilités.

[9] Il a son siège social à Québec au 945, avenue Wolfe.

[10] Sa mission est de soutenir le ministre de la Santé et des Services sociaux du Québec, les autorités régionales de santé publique ainsi que les établissements dans l'exercice de leurs responsabilités en rendant disponibles l'expertise et les services spécialisés de laboratoire et de dépistage. Il a la responsabilité d'administrer les laboratoires publics dont les travaux d'expertise sont utiles à l'ensemble du réseau de la santé et des services sociaux et à la population. Ces laboratoires sont :

- Le Laboratoire de santé publique du Québec (LSPQ) situé au 20045, chemin Sainte-Marie Ouest, Sainte-Anne-de-Bellevue, Québec;
- Le Centre de toxicologie du Québec (CTQ) situé au 945, avenue Wolfe, Québec.
- Les Services cliniques de dépistage (SCD) situé au 945, avenue Wolfe, Québec.

[11] Les professionnels de l'organisation sont appelés à rendre des avis scientifiques sur différents enjeux de santé publique tels que la vaccination et les mesures de protections individuelles. Ils conseillent aussi les autorités gouvernementales sur les mesures de sécurité au travail.

[12] Des employés qui soutiennent les professionnels et participent aux activités des deux laboratoires dans cette mission permettent d'assurer une réponse rapide, complète et efficace en tout temps.

[13] On retrouve sept unités de négociation réparties comme suit :

- Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 2667 (FTQ) portant le numéro d'accréditation AM-1004-7358 avec 133 salariés; les techniciens de laboratoire appartenant à cette unité de négociation ont, entre autres comme fonction, d'analyser des spécimens biologiques, prescrits par les médecins des patients et ils doivent retourner par la suite les résultats au patient. Également, ils peuvent être appelés à analyser des colis suspects. Ils effectuent du séquençage et du criblage permettant d'analyser la génétique des virus dont le virus de la COVID-19 et ses variants. Leurs clients sont, entre autres, le Ministère, les directions de santé publique et autres organismes publics ainsi que les laboratoires de microbiologie des centres hospitaliers.
- Le Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 4671 (FTQ) portant le numéro d'accréditation AQ-1005-5229 avec 67 salariés; les techniciens en informatique (6) de même que les techniciens spécialisés en informatique (9) offrent un soutien au CTQ et au LSPQ. Ils offrent une expertise pour le

fonctionnement de l'équipement informatique nécessaire à l'analyse laboratoire des métaux, des pesticides, des médicaments et des drogues (CTQ) de même que pour l'analyse des spécimens biologiques et des colis suspects (LSPQ). Leurs clients sont le Ministère, les directions de la santé publique et les laboratoires des centres hospitaliers de la province de Québec.

- Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 5059 portant le numéro d'accréditation AM-2001-3294 avec 50 salariés. L'unité de négociation inclut les titres d'emplois suivant : techniciens en administration, agents administratifs, techniciens en informatique, technicien en communication, techniciens en recherche psychosociale, technicien en médiatisation, chargé clinique de sécurité transfusionnelle, technicien en documentation et adjoint à la direction.
- Syndicat des professionnels et professionnelles du Laboratoire de santé publique du Québec (SPPLSPQ-CSQ) portant le numéro d'accréditation AM-1004-9765 avec 29 salariés; les spécialistes cliniques en biologie médicale appartenant à cette unité de négociation supervisent et valident les résultats des analyses de spécimens biologiques effectuées par les techniciens de laboratoire et des analyses des colis suspects. Les conseillers scientifiques et spécialisés travaillent également sur des projets d'études et de développement en lien avec la crise sanitaire et les analystes en informatique supportent les systèmes permettant de répondre rapidement et adéquatement aux demandes reliées à l'urgence sanitaire. Leurs clients sont, entre autres, le Ministère, les directions de la santé publique et autres organismes, les laboratoires de microbiologie des centres hospitaliers, de même que les conseillers scientifiques et les analystes en informatiques.
- L'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS) portant le numéro d'accréditation AQ-1004-8117, visé par l'avis de grève ici en cause, avec 51 salariés; les techniciens de laboratoire et les coordonnateurs techniques appartenant à cette unité de négociation et travaillant au CTQ offrent un soutien au Centre antipoison du Québec. Ils offrent une expertise et font l'analyse laboratoire des métaux, des pesticides, des médicaments et des drogues provenant des centres hospitaliers de la province de Québec.
- Syndicat des professionnelles et professionnels de la santé publique du Québec (CSQ) portant le numéro d'accréditation AQ-2001-1484, avec 445 salariés; des conseillers scientifiques et spécialisés membres de cette unité de négociation ainsi que le biochimiste clinique travaillant au CTQ ont un rôle de soutien professionnel en termes d'expertise et dans l'interprétation des données. Ils ont un contact professionnel avec les intervenants des centres hospitaliers de la province de Québec. Également, les 186 conseillers scientifiques et les 78 conseillers scientifiques spécialisés transmettent des avis scientifiques

d'importance pour soutenir les prises de décisions gouvernementales en matière de santé publique, dont en matière de protection individuelle, de vaccination et de santé et sécurité au travail. Certains d'entre eux sont également responsables de la compilation des statistiques en lien avec la santé publique ainsi que l'urgence sanitaire actuelle. Finalement, les 60 analystes en informatique s'occupent de la gestion et la maintenance de nos systèmes internes, du registre de vaccination du Québec (SIPMI) et du Système intégré de santé au travail (SISAT).

- Syndicat des professionnelles en soins de Québec (SPSQ) (FIQ) portant le numéro d'accréditation AQ-1004-8355 n'incluant aucun salarié.

[14] Par ailleurs, 62 cadres dirigent et coordonnent le travail des 857 salariés dont 18 personnes sont des employés « *syndicables* », mais non syndiqués (SNS), un pharmacien de l'Association des pharmaciens des établissements de santé du Québec (APES) et un biochimiste de l'Association des biochimistes cliniques du Québec.

Les installations

[15] Le Laboratoire de santé publique du Québec (LSPQ), de par sa mission, compte parmi ses principales activités les services spécialisés et de référence en infectiologie, surveillance de laboratoire des infections et gestion intégrée des données, programmes d'assurance qualité, urgences ou menaces infectieuses, biosécurité, recherche et développement et transfert de connaissance. Cent quarante-deux salariés travaillent au LSPQ dont des membres du Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 2667 (FTQ) (AM-1004-7358) et du Syndicat des professionnelles et professionnels de la santé publique du Québec (CSQ) (AQ-2001-1484).

[16] Le CTQ fournit des services spécialisés de laboratoire s'appliquant en particulier aux métaux, aux polluants environnementaux et leurs métabolites, aux médicaments et aux drogues d'abus. Soixante-trois salariés travaillent au CTQ dont des membres du Syndicat des professionnelles et professionnels de la santé publique du Québec (CSQ) (AQ-2001-1484), de L'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS) (AQ-1004-8117) et du Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 4671 (AQ-1005-5229).

[17] Les SCD offrent des services en lien avec la santé des travailleurs (radiographie pulmonaire), ainsi que des services cliniques de dépistage du cancer du sein en soutien aux régions éloignées et aux régions en rupture de services ou qui ont des délais d'attente importants. Ces services sont offerts avec des équipements mobiles. L'INSPQ a aussi comme mandat de supporter le système d'information du Programme québécois de dépistage du cancer du sein qui est utilisé pour la réalisation des mammographies dans les centres accrédités du Québec.

L'ENTENTE

[18] Au cours de la grève d'une journée, les salariés de l'unité de négociation ne se présenteront pas au travail. Des salariés demeurent toutefois disponibles en tout temps pour exécuter certaines tâches décrites à l'entente.

[19] Par ailleurs, les analyses urgentes seront réalisées dans les délais habituels.

[20] En cas de panne informatique ayant un impact sur l'exécution des tâches qui continuent d'être exécutées pendant la grève, un employé spécialisé pourra être rappelé pour remettre le système en fonction.

[21] Lors d'une situation de force majeure exceptionnelle ou en cas d'urgence mettant en cause la santé ou la sécurité de la population, le Syndicat s'engage à fournir le nombre de personnes salariées requis pour répondre à la situation après en avoir convenu rapidement avec l'employeur. Le Tribunal comprend que dans une telle situation, le Syndicat fournira sans délai le personnel requis.

[22] Des responsables des communications entre les parties sont désignés par chacune d'elles.

LA CONCLUSION

[23] Pour le Tribunal, les services prévus à l'entente intervenue, jointe en annexe à la présente décision pour en faire partie intégrante, sont suffisants pour assurer la santé ou la sécurité de la population pendant la grève prévue le 18 décembre 2024.

PAR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL :

DÉCLARE que les services à fournir pendant la grève débutant le 18 décembre 2024 à 00 h 00 et se terminant à 23 h 59 sont ceux énumérés dans leur intégralité à l'entente du 6 décembre 2024 annexée à la présente décision, comme si au long récitée, en plus des précisions contenues dans la présente décision;

DÉCLARE

que les services prévus à l'entente du 6 décembre 2024, avec les précisions apportées dans la présente décision, sont suffisants pour que la santé ou la sécurité de la population ne soit pas mise en danger lors de la grève débutant le 18 décembre 2024 à 00 h 00 et se terminant à 23 h 59;

Myriam Bédard

M^{me} Geneviève Letarte
Pour la partie demanderesse

M^{me} Marie-Josée Potvin
Pour la partie défenderesse

Date de la mise en délibéré : 6 décembre 2024

/ac

ENTENTE CONCERNANT LES SERVICES ESSENTIELS

INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC, dont le siège social est situé au 945, avenue Wolfe, 3^e étage, Québec, Québec, G1V 5B3

ET

L'ALLIANCE DU PERSONNEL PROFESSIONNEL ET TECHNIQUE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (APTS)

- ATTENDU** les articles 111.0.18 à 111.0.23 et suivants du Code du travail obligent les parties à négocier les services essentiels à être maintenus en cas de grève;
- ATTENDU** que le gouvernement du Québec a adopté le décret n° 139-2015 assujettissant les parties à l'obligation de maintenir des services essentiels en période de grève;
- ATTENDU** que le 1^{er} avril 2022, le tribunal administratif du travail a ordonné à l'Employeur et à l'association accréditée de maintenir des services essentiels et de se conformer aux exigences des articles 111.0.18 à 111.0.23 du *Code du travail* en cas de grève;
- ATTENDU** que le Code du travail n'exclut pas la participation des cadres au maintien des services essentiels;
- ATTENDU** que la présente entente n'est valide et applicable que pour la grève visée par l'avis du 6 décembre 2024 et en considération qu'elle est d'une durée pouvant aller jusqu'à la grève illimitée;
- ATTENDU** que les parties s'entendent à l'effet que les services ci-après énumérés sont des services essentiels qui doivent être maintenus pendant la grève;
- ATTENDU** que les services essentiels ont pour but de protéger, lors d'une grève légale, la santé ou la sécurité publique;
- ATTENDU** que le Syndicat s'engage à fournir, lorsque requis, le personnel qualifié, tel que ci-après énuméré, afin d'assurer ces services essentiels à la population.

LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

1. Le préambule fait partie intégrante de la présente entente.
2. Lors d'une grève et ce, indépendamment de sa durée le syndicat s'engage à maintenir les services essentiels convenus entre les parties. À cet effet, aucune personne couverte par l'unité de négociation œuvrant à l'Institut national de santé publique du Québec ne se présentera au travail sur une base préventive.

3. Les services essentiels sont nécessaires afin de préserver la santé et/ou la sécurité du public :

3.1 Les demandes d'analyses urgentes provenant du Centre antipoison du Québec (CAPQ);

3.2 Les analyses provenant des médecins du réseau de la santé qui doit assurer des suivis d'urgence;

3.3 En cas de sinistre nécessitant une intervention d'urgence.

En cas de plusieurs analyses urgentes à analyser dans le même délai, un maximum d'une personne par analyse urgente pourrait être requis, et ce, pour la durée totale des analyses.

De plus, en application avec l'article 92 de la Loi sur la santé publique, advenant une situation exceptionnelle ou urgente non prévue à la présente entente et mettant en cause la santé et la sécurité de la population, le syndicat s'engage d'une part à négocier rapidement avec l'Employeur le nombre de personnes salariées requissent, et d'autre part, à fournir les personnes salariées désignées pour répondre à la situation. Une panne informatique ou un bris d'équipement qui causerait un bris dans l'offre de service est considéré comme étant un service essentiel. En conséquence, il est possible qu'une personne soit dans l'obligation de travailler pour réparer un équipement servant à une analyse comprise au point 3 de la présente entente.

4. Afin de voir à l'application des services essentiels, chacune des parties désignera une ou des personnes responsables des communications ainsi que les moyens mis en place pour assurer ces communications.

Pour la partie syndicale, la personne-ressource est :

- Geneviève Letarte, conseillère syndicale APTS

Pour la partie patronale, les ressources sont :

- Sonia Deschênes, chef de service ressources humaines
- Marie-Josée Potvin, conseillère-cadre relations de travail

5. Le libre accès aux installations du laboratoire sera assuré aux personnes salariées visées par cette entente, aux personnes salariées des autres unités d'accréditation, aux cadres et aux autres personnes devant habituellement avoir accès aux différents sites et activités de l'Institut, incluant les fournisseurs.

6. Sur demande de l'une ou l'autre des parties, celles-ci se réuniront pour résoudre tout problème découlant de l'application de la présente entente. À défaut, l'une ou l'autre des parties avisent le tribunal administratif du Travail afin qu'il puisse fournir l'aide nécessaire.

7. La présente entente est valide pour toute période de grève à moins de modification par les parties et jusqu'à la signature d'une convention collective ou de ce qui en tient lieu, sous réserve des pouvoirs du tribunal administratif du travail de la modifier.

Les parties ont signé le 6 décembre 2024

Pour **Institut national de santé publique du Québec (INSPQ)**

Pour **ALLIANCE DU PERSONNEL PROFESIONNEL ET TECHNIQUE
DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (APTS)**